



INSTITUTION ADOUR

Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

DÉCISION n° 22/2024

Biodiversité - Marché relatif à l'opération "Réalisation d'un suivi écologique de travaux d'aménagement sur le seuil de Meillon sur le gave de Pau (64)" »

Exposé des motifs :

Des inventaires réalisés en 2018 et 2019 ont révélé la présence d'une espèce protégée au niveau régional, le Lotier hispide, dans la zone prévue pour les travaux d'aménagement du seuil de Meillon. Dans le cadre de ces futurs travaux, un arrêté autorisant une dérogation à l'interdiction de destruction d'espèces végétales protégées et de leurs habitats a été prescrit le 28 juin 2024 à l'Institution Adour. Cet arrêté exige notamment la mise en place de mesures d'évitement, ainsi qu'un suivi écologique du chantier.

Vu la délibération n° 64/2021 du comité syndical en date du 22 septembre 2021 concernant l'élection de Monsieur Paul Carrère en tant que Président de l'Institution Adour,

Vu la délibération n° 123/2021 du comité syndical en date du 29 septembre 2021 concernant les délégations au Président et notamment les marchés publics inférieurs ou égaux à 50 000 € HT,

Considérant la consultation de quatre prestataires potentiels (BIOTOPE, ETEN Environnement, Terra Environnement et ECR Environnement), sur la base du cahier des clauses spéciales « Réalisation d'un suivi écologique de travaux d'aménagement sur le seuil de Meillon sur le gave de Pau (64) », par voie de courriers électroniques envoyés le 6 août 2024, avec une date limite de réception des offres fixée au 29 août 2024,

Considérant l'analyse des deux offres reçues, réalisée par le service « biodiversité » de l'Institution Adour en date du 29 août 2024,

Monsieur Paul Carrère, Président de l'Institution Adour,

DÉCIDE

- d'attribuer le marché relatif à la prestation « Réalisation d'un suivi écologique de travaux d'aménagement sur le seuil de Meillon sur le gave de Pau (64) » à l'entreprise Terra Environnement, pour un montant de 6 360 € HT, soit 7 632 € TTC,
- de signer tout document relatif à l'exécution de la présente décision, les crédits nécessaires étant inscrits au budget.

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution de la présente décision.

Fait à Mont-de-Marsan, le

13 SEP. 2024

Paul Carrère